

THE OPEN CUT

Mining, Transnational Corporations and Local Populations

Thomas Niederberger, Tobias Haller, Helen Gambon, Madlen Kobi, Irina Wenk (eds.).
2016. Zürich: Lit Verlag. ISBN 978-3-643-80151-7. 538 p.

Texte: Anahy Gajardo, Université de Neuchâtel

Le titre de cet ouvrage collectif – *The Open Cut* – se réfère au terme technique de «mine à ciel ouvert» et, sur le plan métaphorique, à la «plaie ouverte» que l'exploitation minière de grande échelle cause au paysage écologique et social où elle s'implante (p. 16).

Édité par des chercheur.e.s de l'Université de Berne et de l'Université de Zürich, ce livre collectif structuré en quatre parties a pour ambition de fournir un panorama comparatif. Aussi, la partie la plus longue de l'ouvrage (II) présente treize études de cas situées en Amérique Latine (Colombie, Guatemala, Pérou), en Afrique (Zambie, Niger, Guinée, Sierra Leone), en Asie (Inde, Philippines), en Australie et en Suisse.

La question des conflits sociaux et environnementaux générés par cette industrie et celle des relations entre les populations locales et les compagnies extractives – qui sont au cœur de ce livre – ne sont pas nouvelles. Cette dernière décennie, elles ont cependant pris une dimension inédite et globale, tant par l'augmentation et l'intensification des conflits, qui touchent tous les continents, qu'en raison des énormes enjeux économiques liés au secteur minier, qui constitue l'un des lobbies les plus puissants de la planète. À l'instar du blockbuster *Avatar* (réalisé en 2009 par James Cameron) qui a popularisé cette problématique en la transposant dans un scénario de science-fiction, les conflits entre populations locales et compagnies minières mettent en scène des acteurs aux pouvoirs largement asymétriques, qui se confrontent parfois moins par rapport au contrôle des ressources en jeu que sur des conceptions différentes du développement et de l'exploitation de l'environnement par l'homme (Svampa et al. 2009). Aussi, comme le soulignent Niederberger et Haller en introduction, l'exploitation minière «*is related to debates around (post-) colonialism, (neoliberal) development, globalization and unequal wealth distribution*» (p. 20).

Si l'anthropologie a une longue tradition de recherche concernant l'exploitation minière artisanale, cela fait seulement une vingtaine d'années qu'elle s'intéresse au secteur minier de grande échelle, sur lequel porte ce livre. À cet effet, la majorité de la littérature produite est le fait de chercheur.e.s provenant des pays où se situent les sièges des plus importantes compagnies (Canada, États-Unis, Australie, Grande Bretagne etc.). En Suisse, domicile de l'une des entreprises les plus puissantes au monde (Glencore / Xstrata) et de plusieurs sociétés de négoce de matières premières, cette thématique constitue un champ de recherche relativement nouveau, en émergence sur le plan académique. À ce titre, cet ouvrage est une contribution locale significative à un domaine qui avait majoritairement été traité par des ONG, des activistes et / ou par le journalisme d'investigation, dans une optique de dénonciation, notamment en ce qui concerne les violations des droits humains, les dégâts environnementaux et les responsabilités des États.

Quels sont les impacts de l'industrie minière sur les populations locales, et en particulier sur les peuples autochtones, dont les territoires coïncident souvent avec les gisements convoités par les entreprises minières? Comment ces populations réagissent, négocient et / ou résistent-elles aux projets miniers? Quelles sont les stratégies des compagnies pour mener à bien leurs projets et légitimer leurs activités?

C'est à cet ensemble de questions que ce volumineux ouvrage cherche à répondre. La première partie est une longue introduction thématique qui se compose de cinq chapitres.

Dans le premier chapitre, Niederberger et Haller décrivent notamment le processus de rédaction de ce livre. Les deux pages consacrées à ce point (p. 16-17) permettent de comprendre des aspects essentiels de cet ouvrage, constitutifs de

son originalité, de ses forces, mais aussi de ses faiblesses et de ses limites. Aussi, deux de ses particularités sont, pour la première, la démarche engagée (*Action Anthropology*) adoptée par les éditeurs/trices et, en second lieu, le processus d'écriture de l'ouvrage qui a impliqué des étudiant.e.s en Bachelor et Master de l'Université de Berne et / ou des activistes, à côté de chercheur.e.s expérimentés. Au-delà de ces aspects, ce chapitre propose une revue de la littérature qui permet de situer le débat, son évolution et son traitement par l'anthropologie. Les lecteurs/trices peuvent ainsi comprendre dans quel(s) contexte(s), depuis quand et pourquoi on constate une augmentation globale de ces conflits, quelles sont les régions du monde et les populations les plus touchées. Parmi les nombreuses références mentionnées, les travaux anglophones de Bebbington et al. (2013), Bebbington (2012), Sawyer et al. (2012), Ballard et al. (2003) et Kirsch (2002) sont discutés de façon plus récurrente. Quelques paragraphes sont néanmoins consacrés à l'approche latino-américaine, à travers notamment les débats autour des notions d'«extractivisme» et de «*Buen Vivir*» (voir notamment Gudynas et al. 2011). À mentionner: un encadré sur la Suisse apporte un éclairage intéressant sur l'évolution du débat au plan national et rend hommage au travail des ONG, en particulier la Déclaration de Berne (*Public Eye* depuis 2016).

Les quatre autres chapitres de cette partie introductive sont signés respectivement par Gambon et Kobi, qui décrivent le cadre légal international; par Brom, qui poursuit par une contribution sur les impacts environnementaux; par Von Allmen, dont le texte s'intéresse aux effets sur le changement climatique des mines de charbon; et enfin Diezi et Baitsch, qui clôturent cette partie avec un chapitre sur les impacts sur la santé des polluants liés à l'extraction minière. Si ces quatre textes contribuent chacun à montrer un aspect différent de la problématique abordée et à en cerner la complexité, le chapitre signé par Gambon et Kobi est sans doute le plus directement en lien avec l'intention générale de l'ouvrage. En effet, au-delà d'une description des différents cadres légaux internationaux existants (pour réguler l'industrie minière, pour garantir les droits des peuples autochtones et pour établir des standards en matière de responsabilité sociale des entreprises), elles proposent un éclairage critique de ces normes en montrant à la fois leur importance pour les stratégies de lutte des populations locales et leurs contradictions, ambivalences et limites. En effet, malgré la dimension contraignante de certains des ins-

truments juridiques en vigueur et la reconnaissance de plus en plus grande des droits des peuples autochtones, les luttes des populations affectées se heurtent à la volonté des États d'appliquer ces normes (qui entrent parfois en concurrence avec d'autres cadres légaux nationaux) et aux stratégies mises en place par les compagnies pour paraître socialement et écologiquement responsables dans le cadre de programmes dits de «développement social durable» qui s'apparentent parfois plus à du «*greenwashing*», qu'à de réelles mesures de prises en compte des populations locales (p. 50-52).

Les treize études présentées dans la partie II documentent des cas très divers de par les contextes nationaux, géographiques et politiques, les ressources extraites, les compagnies impliquées, les enjeux, ainsi que les acteurs locaux concernés et leurs stratégies de lutte. Lors d'une lecture verticale, ces cas semblent donc difficilement comparables. Cependant, l'exercice de synthèse mené dans la partie III par Niederberger et Haller sur neuf de ces cas¹ permet non seulement de les articuler au débat général présenté en introduction, mais également de mettre en évidence des points de convergence entre les contextes, les stratégies mises en place par les compagnies et les formes d'actions collectives développées par les populations locales.

Au final, l'objectif de ce livre (offrir un panorama comparatif de la question), constitue à la fois son principal point fort – par la densité, la richesse et diversité de ses apports théoriques, méthodologiques et de ses matériaux empiriques – et son principal point faible, car la matière traitée est forcément incomplète mais aussi car les contributions sont parfois inégales. Aussi, il est en particulier regrettable que l'ouvrage ne propose pas un approfondissement concernant les questions de l'impact des conflits miniers sur l'autochtonie, en tant que catégorie d'identification collective dynamique et stratégie politique centrale dans les relations entre compagnies, États et populations locales, ainsi qu'une approche genrée des effets de ces conflits (sur ces deux thèmes, voir par exemple les travaux de Gajardo 2016, Grieco 2016, Jenkins 2014, Salazar-Soler 2009).

Cela dit, la démarche liée à cet ouvrage, qui s'adresse à un public large (étudiant.e.s, chercheur.e.s, journalistes, activistes, etc.), est remarquable. En premier lieu, par le processus tout à fait original de rédaction, qui s'inscrit dans un processus de formation de la relève et de constitution de ce champ de recherche en Suisse. Et enfin, par la posture engagée, assumée et argumen-

¹ Cas Mopani: mine de cuivre en Zambie; cas Somair / Cominak / Imouranen: mines d'Uranium au Niger; cas Ranger / Jabiluka, mines d'Uranium en Australie; cas El Cerrejón, mine de charbon en Colombie; cas Ambuja Rawan / ACC Jamul, exploitation de ciment et de calcaire en Inde; cas Marlin, mine d'or et d'argent au Guatemala; cas Tampakan, mine d'or et cuivre aux Philippines; cas Las Bambas, mine de cuivre au Pérou; cas Val Medel, exploration aurifère en Suisse.

tée des éditeurs/trices qui, à côté de leurs affiliations académiques, sont pour la plupart aussi associé.e.s à l'*Institute for Ecology and Action Anthropology* (Infoe. CH), une ONG qui promeut une démarche de recherche participative, qui tout en contribuant au champ scientifique puisse répondre aussi aux besoins des populations locales. À ce titre, la dernière partie de ce livre, signée par Spoerri et Niederberger (partie IV, «*Strategies for Action/Research*»), permet de le conclure par une réflexion nécessaire sur les défis épistémologiques, politico-scientifiques et méthodologiques de la recherche académique engagée.

RÉFÉRENCES

Ballard Chris, Banks Glenn. 2003. «Resource Wars. The Anthropology of Mining». *Annual Review of Anthropology* 32: 287-313.

Bebbington Anthony (ed.). 2012. *Social Conflict, Economic Development and Extractive Industry. Evidence from South America*. London: Routledge.

Bebbington Anthony, Bornschlegel Teresa, Johnson Adrienne. 2013. «Political Economies Extractive Industry. From Documenting Complexity to Informing Current Debates». *Development and Change* 2: 1-16.

Gajardo Anahy. 2016. «Poussière des mines et cendres de l'autochtonie. Le projet Pascua Lama (l'État), et le processus de réémergence des Diaguita du Chili». *Cahiers du CIÉRA* 13: 34-59. https://www.ciera.ulaval.ca/sites/ciera.ulaval.ca/files/gajardo_2016_poussiere_des_mines_et_cendres_de_lautochtonie_cahiercieran013_pp.34-59.pdf, consulté le 20 décembre 2017.

Gudynas Eduardo, Acosta Alberto. 2011. «La renovación de la crítica al desarrollo y el Buen Vivir como alternativa». *Utopía y praxis latinoamericana* 16(53): 71-83.

Grieco Kyra. 2016. «Le «genre» du développement minier. Maternalisme et extractivisme, entre complémentarité et contestation». *Cahiers des Amériques latines* 82. <http://journals.openedition.org/cal/4351>, consulté le 20 décembre 2017.

Jenkins Katy. 2014. «Women, mining and development. An emerging research agenda». *The Extractive Industries and Society* 1(2): 329-339.

Kirsch Stuart 2002. «Anthropology and Advocacy. A Case Study of the Campaign against the OK Tedi Mine». *Critique of Anthropology* 22(2): 175-200.

Salazar-Soler Carmen. 2009. «Los tesoros del Inca y la madre naturaleza. Etnoecología y lucha contra las compañías mineras en el norte del Perú», in: Robin-Azevedo Valérie, Salazar-Soler Carmen (eds.), *El regreso de lo indígena. Retos, problemas y perspectivas*, p. 187-216. Lima, Cuzco: IFEA-CBC.

Sawyer Suzana, Gomez Edmund Terence (eds.). 2012. *The Politics of Resource Extraction: Indigenous Peoples, Multinational Corporations, and the State*. London: Plagrove Macmillan.

Svampa Maristella, Antonelli Mirta A. (eds.). 2009. *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*. Buenos Aires: Biblios.